Séance publique du 19 décembre 2005

Délibération n° 2005-3111

commission principale : développement économique

objet : **Convention avec l'association Axelera - Subvention années 2005-2006**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des affaires économiques et internationales - Pôle innovation

Le Conseil,

Vu le rapport du 30 novembre 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

La communauté urbaine de Lyon et les partenaires de Grand Lyon, l'esprit d'entreprise conduisent une politique de développement économique dans les secteurs de la chimie et de l'environnement et souhaitent renforcer le positionnement de l'agglomération dans ces secteurs grâce au soutien au pôle de compétitivité chimie-environnement.

Les enjeux

La chimie et l'environnement représentent aujourd'hui le deuxième secteur industriel de la Région par le chiffre d'affaires (plus de 12,3 milliards d'euros en 2004) et le troisième employeur industriel régional avec quelques 48 000 emplois directs.

En terme de recherche et développement (R et D), la vallée de la chimie constitue un dispositif de recherche privée de tout premier plan : cinq centres de recherche, soit au total plus de 2 500 emplois dédiés à la recherche et au développement à haute valeur ajoutée. Plus largement, l'agglomération lyonnaise constitue le premier pôle de recherche français pour la catalyse en environnement, notamment avec les équipes de l'Institut français du pétrole (IFP), relocalisées à Lyon (Solaize) avec l'appui du Conseil régional et de la Communauté urbaine.

Cette visibilité est renforcée par une offre de formation complète qui couvre l'ensemble de la chaîne (de l'opérateur à l'ingénieur) y compris sur la formation continue avec des écoles de grande renommée (Ecole supérieure de chimie physique électronique de Lyon (CPE), Institut national des sciences appliquées (Insa), Institut textile chimique de Lyon (Itech), Université Lyon I, etc).

A la croisée de nombreuses innovations et d'avancées technologiques, la chimie et l'environnement servent également en Rhône-Alpes de nombreuses chaînes de valeur telles que la plasturgie, les textiles techniques, l'automobile ou la pharmacie.

L'engagement de la Communauté urbaine

La Communauté urbaine conduit une politique de développement structurée dans le domaine de la chimie et de l'environnement, notamment à travers le soutien à :

- la cité lyonnaise de l'environnement et de l'analyse qui regroupera trois structures avec quatre cents permanents (chercheurs, ingénieurs, techniciens) : l'Institut des sciences analytiques ; le Centre européen de résonance magnétique nucléaire (RMN) à très hauts champs et le groupement du Cemagref de Lyon à Villeurbanne-la Doua. La cession du terrain Martin par la communauté urbaine de Lyon au rectorat, où se localisera la cité, est évaluée à 2,35 M€,

- des salons ou événements internationaux tels que Pollutec (premier salon mondial des équipements, des technologies et des services de l'environnement pour l'industrie et les collectivités locales), l'université d'été de l'environnement (retour d'expériences innovantes entre grandes métropoles sur la gestion de l'eau, les risques industriels et les problématiques santé-environnement),

- la requalification de la vallée de la chimie (2,5 M€ sur 2004-2007) et la mise en oeuvre d'un Agenda 21 (reconversions foncières, dépollution des sols, réduction des périmètres de risques industriels, etc.),

- la mise en place d'une mission d'animation économique spécifique dans la vallée de la chimie (un poste de chargé de mission depuis 2004).

Le pôle de compétitivité Axelera

Dans le cadre de l'appel à projet sur les pôles de compétitivité lancé par l'Etat et sous l'impulsion de la communauté urbaine de Lyon, Rhodia, Arkema, Suez, l'Institut français du pétrole (IFP) et le centre national de la recherche scientifique (CNRS) se sont associés pour constituer le projet pôle de compétitivité chimie-environnement Lyon Rhône-Alpes, labellisé le 12 juillet dernier comme pôle à vocation mondiale par le Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT).

L'association Axelera s'appuie sur une vision commune de la stratégie qui consiste à accélérer la transformation de la filière pour passer d'une chimie, aujourd'hui majoritairement engagée dans des actions curatives de ses effets à une chimie d'avant-garde intégrant -depuis la conception (dont éco-conception) jusqu'à la valeur d'usage finale, pour le plus grand bénéfice de la société- la maîtrise accrue de sa relation à l'environnement.

Pour assurer le développement de cette chimie compétitive et respectueuse de l'environnement, douze projets technologiques, comportant des indicateurs de progrès environnementaux et axés sur la catalyse, les procédés et les matériaux vont être développés, avec notamment l'expérimentation haut débit, le traitement du gaz, le traitement de l'eau...

Au-delà des projets technologiques, cinq projets transversaux portant notamment sur la responsabilité sociétale de ces entreprises ou la formation, permettront de compléter le développement stratégique du pôle.

Ce seront, à terme, *via* les projets technologiques :

- plus de 400 M€ de projets de recherche et développement sur six ans,
- un objectif de près de mille emplois à temps plein à créer sur six ans, principalement orientés vers des activités de recherche et de développement avec autant d'emplois indirects supplémentaires.

Afin d'assurer le développement de ce pôle de compétitivité, les cinq membres fondateurs (Rhodia, Arkema, Suez, l'IFP et le CNRS) ont constitué, le 28 juin 2005, une association baptisée Axelera.

Axelera permet ainsi à ses adhérents de :

- bénéficier des avantages (exonérations, allègements, subventions) liés à la labellisation des projets de recherche et développement,
- trouver des partenaires économiques ou scientifiques pour réaliser en commun des projets d'innovation technologique,
- bénéficier des travaux et actions issus des programmes dits transversaux (la formation, l'essaiage, la veille économique, la valorisation de projets ou l'image de la filière),
- bénéficier de moyens ou d'équipements collectifs, d'investissements mutualisés,
- d'intégrer un réseau de contacts et de partenaires (locaux, nationaux et internationaux),
- d'accroître la masse critique de la filière et par conséquent son poids et sa visibilité internationale.

L'association Axelera - plan de développement 2005 -2006

Ses objectifs pour 2006 sont :

- d'assurer le développement des projets technologiques du pôle et aider tous les acteurs régionaux à intégrer le réseau du pôle (universitaires, industriels, PMI, formation...).

Le coeur du pôle de compétitivité chimie-environnement est constitué par douze projets de recherche et développement sur les thématiques de la catalyse, des procédés et des matériaux. L'association mettra en

place les méthodes et outils (tableaux de bord) pour assurer l'ingénierie (financière, juridique, administrative...) de ces projets ;

- d'engager la mise en oeuvre des projets transversaux pour le compte de tous les adhérents.

L'association Axelera s'engage à lancer, dès l'année 2006, au moins deux projets transversaux : ingénierie et valorisation de projets pour aider les PME à intégrer les projets de R et D et image, dialogue et engagements sociétaux qui traitera notamment de l'acceptabilité de la chimie. Selon la montée en charge des activités du pôle, l'association Axelera souhaite également, dès le second semestre 2006, lancer les réflexions concernant les projets intelligence et veille économique et formation et gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. L'entrepreneuriat et l'essaimage feront l'objet d'une action plus spécifique en 2007 ;

- de valoriser et de promouvoir le pôle

Pour cela, l'association Axelera souhaite mettre en œuvre, dès 2006, un plan de communication structuré pour accompagner son ambition stratégique. En terme de valorisation et de promotion, Axelera souhaite notamment mettre en œuvre un plan média (presse nationale et internationale).

Le budget prévisionnel 2005-2006

Dépenses prévisionnelles 2005-2006

Dépenses prévisionnelles	2005 (€TTC)	2006 (€TTC)
animation - fonctionnement courant <i>(locaux, salaires, frais généraux, impôts et taxes, honoraires)</i>	0	96 500
animation - projets transversaux image, dialogue et engagement - formation - GPEC entrepreneuriat - essaimage - intelligence économique ingénierie financière - montage de projets	0	205 000
promotion, communication <i>(outils, événements, salons, international)</i>	100 000	310 000
ingénierie et pilotage <i>(participation grands groupes)</i>	98 300	280 000
total charges prévisionnelles	198 300	891 500

Recettes prévisionnelles 2005-2006

Recettes prévisionnelles	2005 (€TTC)	2006 (€TTC)
produits de gestion		
cotisations adhérents	5 100	19 500
participation grands groupes	113 300	280 000
mécénat - sponsoring	0	30 000
subventions publiques		
Etat (Drire) et autres (Région, métro...)	49 900	487 000
communauté urbaine de Lyon	30 000	75 000
total recettes prévisionnelles	198 300	891 500

L'évaluation

L'évaluation de l'association, en 2005-2006, portera sur :

- la croissance du nombre d'adhérents (groupes industriels, petites et moyennes entreprises et industries, laboratoires et centres de recherche, unités de formation),
- les projets transversaux lancés et suivis au cours de l'année,
- le nombre de projets technologiques lancés et suivis au cours de l'année,
- le nombre d'articles parus sur le pôle dans la presse régionale, nationale voire internationale,
- la mise en place d'un tableau de suivi du pôle (tableau évaluation).

La Communauté urbaine souhaite ainsi soutenir le pôle dans sa phase de lancement (décembre 2005-décembre 2006) par l'attribution d'une subvention de fonctionnement de l'ordre de 105 000 € (30 000 € versés en 2005 et 75 000 € versés en 2006) ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission développement économique ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant qu'il convient de modifier le dossier de la manière suivante :

* à la page n° 1, paragraphe en dessous du titre les enjeux :

indiquer 48 000 emplois au lieu de "quelques 48 000 emplois directs"

il convient d'annuler dans la 5° ligne dans le premier tableau sous le titre Ingénierie et pilotage à "participation grands groupes"

* à la page n° 4, dernier paragraphe :

avant le Vu ledit dossier : subvention de fonctionnement de l'ordre de 105 000 €, il convient de lire : "subvention de fonctionnement de 105 000 €".

DELIBERE

1° - Accepte les modifications proposées par monsieur le rapporteur.

2° - Donne un avis favorable à la signature de la convention avec l'association Axelera et au versement d'une subvention d'un montant de 105 000 € pour 2005-2006.

3° - Autorise monsieur le président à signer la convention d'application.

4° - La dépense correspondante de 105 000 € sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire de la Communauté urbaine - compte 657 480 - fonction 90 - et répartie comme suit :

- exercice 2005 : 30 000 €,
- exercice 2006 : 75 000 €.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,